

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1980)
Heft: 544

Artikel: Après trémolières : la nouvelle bouffe
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1022370>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 02.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

APRÈS TRÉMOLIÈRES

La nouvelle bouffe

On sait deux ou trois choses de la bouffe et la politique: dangers de l'arme alimentaire, développements de la bio-industrie, inégalité devant l'assiette¹, obésité = péril occidental numéro un, dû à une nutrition mal équilibrée.

On sait aussi désormais que, même en dehors des laboratoires de biochimie et des congrès de diététique, l'intérêt s'accroît pour tout ce qui concerne «L'homme et son alimentation» (thème d'un excellent numéro hors-série de «Science et Vie», paru tout récemment). A l'ère de McDonald, du veau blanc, des surgelés, des cantines, des farines sans fibres et très bientôt des aliments irradiés, le problème de la nutrition est trop important pour qu'on le laisse aux charlatans de la protéine, aux apprentis-sorciers de la lutte contre le surpoids ou aux autres précheurs de régimes déséquilibrés.

Depuis des années, les spécialistes conscients de leurs responsabilités s'adressent aux autorités et aux consommateurs, non pour les alarmer en vain, mais pour leur rappeler que l'avenir des populations se prépare dans les cuisines, véritables abris de la protection civile contre les maladies cardio-vasculaires, les affections du tube digestif et même contre certains blocages psychosomatiques. Mort en 1976 d'une maladie que ses préceptes auraient dû lui épargner, le célèbre nutritionniste Jean Trémolières a laissé d'innombrables publications dont les échos imprègnent de plus en plus les comportements quotidiens.

Certes, il y a encore de sérieuses erreurs dans les habitudes individuelles et les mentalités collectives. Certes, il y a encore des couacs au niveau même des consignes émanant de gens d'ordinaire raisonnables (voir les incitations récentes à l'augmentation de la consommation de la viande, lancées avec la caution des associations de consommateurs).

Mais, dans l'ensemble, l'alimentation devient sujet de réflexion positive et d'interventions valables. Les producteurs marginaux et les «nouveaux épiciers» ne sont plus seuls à l'avoir compris. Si pour leur part les grands fabricants de l'argo-business n'ont pas encore vu grand-chose, certains distributeurs, plus proches des consommateurs, sont à la recherche d'un nouveau «marketing» alimentaire; pensez aux produits libres de Carrefour et aux assortiments ultraréduits de sa «succursale d'expérimentation», la société Ertéco, qui exploite en France une dizaine de magasins à l'enseigne Ed — comme Epicier et Discount.

Nouvelle sensibilité alimentaire et marketing de crise se rejoignent. Une combinaison à suivre, pour éviter que le second ne neutralise la première, absolument vitale.

¹ Cf Marian Apfelbaum et Raymond Lepoutre: *Les mangeurs inégaux*, Ed. Stock 1978.

DÉBAT

Culture scolaire et sélection sauvage

Après un débat au Grand Conseil genevois sur la réforme scolaire, nous publions (DP 536, 6.3.1980) le courrier d'un lecteur sur le sujet: remise en cause de l'«indifférenciation croissante» qui caractériserait l'organisation actuelle de l'école genevoise.

Quelques numéros plus tard (DP 542, 24.4.1980), notre ami J.-J. Schilt posait quelques questions précises à notre correspondant genevois, soulignant que dans le

canton de Vaud les partisans du «statu quo» s'étaient emparés de cette contribution au débat pour justifier leur opposition à toute réforme.

Aujourd'hui. P.S. (il s'agit toujours d'un pseudonyme; mais — qu'on se rassure! — l'auteur nous est connu) répond à J.-J. Schilt, faisant, à notre avis, progresser un dialogue indispensable (Réd.).

1. Mettons tout d'abord une chose au point! Il n'a jamais été dans mon intention de défendre le système scolaire secondaire vaudois; mes trois

enfants y ont passé et l'ont subi! Je soutiens donc totalement la lutte que les enseignants de ce canton mènent contre la sélection à la fin de la quatrième

année et pour l'instauration d'un cycle d'observation en cinquième et en sixième année. Ceci étant, je demande à M. Schilt de considérer que la situation du canton de Vaud n'est pas la même que celle du canton de Genève. C'est plutôt dans cette direction que je lui suggère de répondre à ceux qui se sont emparés de mes arguments pour les utiliser dans un autre contexte.

2. Ce qui me dérange dans les propos de M. Schilt: j'y sens un parti-pris qui consiste à croire que la démocratisation de l'école passe par la formation gymnasiale pour tous. Démocratiser l'école, pour moi, ce n'est pas faire en sorte que toujours plus d'élèves soient contraints de faire une maturité. Tenter cela serait cruel pour bien des élèves et fatal pour la maturité. C'est accorder beaucoup d'importance à la maturité que d'en faire un critère